



Manifeste du groupe des participants à la Formation en journalisme sensible aux conflits

A l'issue de leur formation, les journalistes constatent :

1. Les difficultés liées à la pratique du journalisme à Madagascar notamment quant à l'exactitude du traitement de l'information et l'équilibre des points de vue. Difficultés également rencontrées en raison des différentes pressions politiques, sociales, économiques, religieuses et commerciales qui pèsent sur l'indépendance des journalistes et de leurs organes de presse. L'influence des propriétaires des supports sur les rédactions les obligeant à afficher, souvent contre leur gré, des opinions politiques.
2. Les contraintes de temps, de moyens, de manque de formation qui ne permettent pas la clarté des traitements, détériorent la qualité de leurs productions et leurs diffusions. Elles fragilisent les valeurs professionnelles et mettent en cause l'honnêteté de leur démarche.
3. La difficulté d'accès aux sources d'information notamment institutionnelles mais aussi du champ économique et politique, ainsi que la discrimination dont font l'objet certains médias. Elles ne permettent pas de garantir une information complète, pluraliste et impartiale. Les journalistes constatent également qu'un certain nombre de médias traitent les informations de façon univoque, en ayant recours à une seule source, le plus souvent non-identifiée.
4. La pratique répandue du mélange des faits et des commentaires contribue à orienter, manipuler l'opinion et travestit les événements.
5. Les risques liés à la publication de sondages d'opinion, aux origines douteuses, en particulier destinés à mesurer la notoriété des leaders politiques.
6. Les dérives du traitement de certains événements au regard du respect de la dignité humaine. La généralisation du recours à un traitement sensationnel de l'information à des fins électorales et économiques.
7. La généralisation de la pratique du « felaka » – des propriétaires, aux rédactions en passant par les directions – qui participe à la dégradation de l'activité professionnelle et précarise encore plus les collaborateurs des médias.

Sur la base de ce qui précède, recommande :

1. L'application de l'Article 67 de la loi 2016-029 portant code de la communication médiatisée stipulant que « Le journaliste a le droit de s'abstenir d'effectuer tout acte professionnel et en particulier d'exprimer son opinion qui soit contraire aux règles d'éthique et de déontologie ; Il n'encourt aucune sanction du fait de son refus » et encourage le respect des obligations professionnelles d'exactitude et d'équilibre des informations. Suggère la mise en place d'une entité indépendante disposant d'un mandat contraignant dont l'évaluation rendue publique mesurera le degré de pression exercé dans les différents médias, contribuant à garantir ainsi l'indépendance des rédactions.
2. Le développement d'un accompagnement destiné aux directeurs de rédactions et aux propriétaires des médias pour les sensibiliser aux exigences du journalisme ainsi que des formations pour les journalistes afin de corriger les déficits de formation initiale.

3. L'établissement d'un dialogue entre les acteurs publics et économiques avec les différents responsables de médias afin de garantir un meilleur accès à l'information.
4. De privilégier un traitement journalistique séparant strictement faits et commentaires. Cet objectif nécessite des moyens de formation conséquents dans la durée.
5. D'éviter la publication de sondages d'opinion ou uniquement ceux ayant une valeur d'information incontestable.
6. Le respect de la déontologie et dénoncent sans ambiguïté toute dérive mettant en cause dans les médias la dignité humaine, les appels à la haine, les incitations à la violence et les propos diffamatoires et la propagation intentionnelle de rumeurs et de fausses nouvelles.
7. Ils demandent une rémunération prenant en compte leur travail, à la hauteur de leurs responsabilités de manière à mettre un terme à la pratique du « felaka ».

Antananarivo, le 31 mai 2018

Le groupe des participants à la formation en journalisme sensible aux conflits

